

Pour sauver l'euro il faudra le refonder

Thomas Coutrot, Michel Husson, Pierre Khalifa*, *lemonde.fr*, 29 juin 2011

Quarante huit "industriels" allemands et français (parmi lesquels plusieurs banquiers) ont fermement pris position dans [une tribune publiée dans Le Monde daté 21 juin](#), en soutien à la réforme de la gouvernance économique européenne en voie d'adoption par le Conseil et le Parlement européens. Pour ces patrons, "*l'exclusion de pays membres de la zone euro ou la scission entre une Union des pays du Nord et du Sud*" sont des "*propositions démagogiques*", et "*un échec pour l'euro serait un revers fatal pour l'Europe*". Mais ces dirigeants sauveront-ils l'euro en renforçant les règles qui l'ont amenée au bord du gouffre ? Ne faut-il pas plutôt changer les règles fondamentales de la monnaie unique si on veut la sauver ?

Nous le croyons profondément. L'erreur radicale de diagnostic est fort bien résumée dans le titre même de leur tribune : "La crise européenne est une crise de la dette, pas de l'euro". Car d'où vient la dette selon eux ? D'une part, du "*ralentissement de l'économie mondiale*" ; d'autre part, de l'absence de "*règles de stabilité plus strictes*" – sous-entendu, d'une dérive des dépenses publiques. Passons sur le "*ralentissement*", délicieux euphémisme qui désigne la récession de 2008-2009, la plus brutale depuis les années 1930. Mais il est surtout erroné d'attribuer la crise européenne à un excès de dépenses publiques. Le Portugal, l'Espagne et l'Irlande étaient jusqu'en 2008 des modèles de vertu budgétaire ; et la part des dépenses publiques dans la richesse européenne a substantiellement baissé depuis 1990, y compris en France.

C'est maintenant bien établi, la concurrence fiscale entre pays européens, avec l'érosion organisée des contributions des entreprises et des classes aisées, explique la montée des déficits et de la dette jusqu'en 2008. Les excédents commerciaux gigantesques de l'Allemagne, obtenus par une excellente spécialisation internationale mais surtout, depuis dix ans, par la régression des salaires et des dépenses sociales, ont mécaniquement creusé les déficits commerciaux des pays du Sud. Quant au séisme de 2008-2009, qui a fait bondir l'endettement des Etats, il résulte de l'irresponsabilité de l'industrie financière, prise au piège de son appétit féroce de profits.

Concurrence fiscale et salariale, liberté absolue de circulation (et de spéculation) des capitaux : voilà les vraies racines de la crise actuelle. Elles découlent directement du traité de Maastricht et de la logique des institutions fondatrices de l'euro. Peut-on espérer sortir de la crise en aggravant ses causes ?

Ainsi procédaient, par la saignée, les médecins de Molière, et ainsi le veulent les signataires de la tribune. Il faut une "*aide*" aux pays endettés, qui "*coûtera de nombreux milliards d'euros*", "*en contrepartie de mesures efficaces*". Nous connaissons ces mesures, imposées par l'Union européenne et le FMI dans plusieurs pays : baisse des salaires et des retraites, privatisations, licenciements de fonctionnaires, réduction de la protection des salariés contre les licenciements... Les "*nombreux milliards d'euros*" seront donc prélevés sur les populations, pour payer les échéances de la dette publique aux créanciers des Etats endettés : les banques. Pire encore, les "*aides*" accordées sont des sommes empruntées par l'Union sur les marchés financiers puis prêtées aux pays "*aidés*" à un taux d'intérêt bien supérieur...

Mais la Grèce et les autres pays visés sortiront-ils ainsi la tête de l'eau ? Pas sans une réduction considérable – de l'ordre de 25 % – des salaires et des dépenses sociales, ce que le FMI appelle une "*dévaluation interne*". Ce serait la condition pour dégager les excédents budgétaires et commerciaux nécessaires pour payer la dette. Mais au risque d'une spirale dépressive qui menace aussi le continent.

Il serait moins absurde – et plus juste et acceptable socialement – de rechercher une convergence par en haut plutôt qu'un alignement par le bas ; par exemple, de rééquilibrer les économies européennes par une hausse des salaires en Allemagne. Nul doute que les salariés allemands qui luttent déjà pour des augmentations de salaires y souscriraient. Mais on comprend que les grands patrons signataires de cette tribune ne proposent pas cette solution. Après tout, pourquoi changer de logique, alors que celle-ci a créé, comme ils l'écrivent dans un savoureux lapsus, "*prospérité et richesse pour nous tous*" ?

* membres du Conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic

Mais les peuples européens commencent à s'indigner de leurs prétentions. Au Royaume-Uni, en Espagne, en Grèce, bientôt ailleurs, les résistances citoyennes à la destruction de l'Etat social prennent des formes nouvelles, massives, spontanées, pacifiques, radicalement démocratiques, qui sortent des cadres traditionnels. Cela inquiète manifestement en haut lieu : il est difficile de comprendre autrement l'inflexibilité de la Banque centrale européenne, qui maintient contre toute vraisemblance la fiction d'un remboursement intégral de la dette grecque. Tous les analystes financiers et même les autorités allemandes disent pourtant clairement que ce sera impossible. Mais à court terme il s'agit d'envoyer un message très clair aux populations européennes qui feraient mine de s'indigner elles aussi : comme les Grecs, vous rembourserez les banques jusqu'au dernier centime. Quel qu'en soient les conséquences pour vos écoles, vos hôpitaux, vos solidarités et vos écosystèmes.

Souhaitons au contraire que les mouvements sociaux, en Grèce et en Espagne pour commencer, obligent leurs gouvernants à refuser l'hyper-austérité. Etant donné les tensions accumulées, la seule chose aujourd'hui certaine est que les mois et années à venir seront fertiles en rebondissements économiques et politiques imprévus. Des gouvernements de rupture avec le néolibéralisme pourraient fort bien arriver au pouvoir dans un ou plusieurs pays. Leur tâche sera de rompre avec les exigences de la finance, pas de défaire l'Europe.

Plutôt que de décider a priori de sortir de l'euro pour revenir à la drachme, la peseta ou le franc, ils seront bien inspirés de prendre des mesures unilatérales pour montrer aux peuples européens qu'une autre Europe est possible. Audit public puis défaut partiel sur la dette, contrôle et taxation des capitaux, reprise en main du système bancaire par la société : gouvernements progressistes et mouvements sociaux européens devront engager un bras de fer avec la BCE, les grands patrons européens et leurs représentants politiques. Pour une refondation démocratique de l'Union et de l'euro, seule manière de leur redonner une légitimité et un avenir.